

HISTOIRE

Adaptation

Vincent Artuso

Dans la deuxième partie des bonnes feuilles extraites de la thèse de doctorat de Vincent Artuso sur l'histoire de la collaboration, nous nous penchons sur comment les responsables luxembourgeois ont voulu tirer les leçons de la victoire allemande.

A la fin de la campagne de France, la situation du Grand-Duché de Luxembourg était des plus défavorable. L'Allemagne, qui l'occupait depuis plusieurs semaines, venait de remporter une victoire éclatante en à peine plus d'un mois. La Grande-Duchesse et le gouvernement d'avant-guerre étaient piégés en France, puissance vaincue aux côtés de laquelle ils s'étaient fermement engagés. Les perspectives pour l'indépendance du pays étaient sombres. Les élites restées au pays ainsi qu'une bonne partie de la population étaient désormais convaincues que la seule solution pour la préserver serait de s'adapter à l'ordre nouveau imposé par l'occupant. Revenant sur ces instants, l'auteur d'un rapport au Gouvernement en exil écrivit : « La correction et la courtoisie des militaires avaient failli réussir à endormir la vigilance de la population. La propagande « murmurée » qu'en fin de compte il fallait vivre, qu'on ne pourrait pas, même après la (Première) guerre (mondiale), perdue par l'Allemagne, supprimer le colosse à nos côtés, que 75 années de Zollverein n'avaient pas aboli notre

indépendance, que la France dorénavant n'existerait plus comme équivalent de l'Allemagne pour nous servir de contrepartie, et d'autres slogans semblables avaient fait leur œuvre, surtout parmi les fonctionnaires et les ouvriers rentrés de France, exaspérés du traitement qu'on leur avait infligé. » (...)

Un des acteurs-clé de cette période fut Emile Reuter. Pour faire progresser sa stratégie, Emile Reuter pouvait compter sur son prestige d'ancien chef de gouvernement, de « sauveur de la patrie » et de père fondateur de ce Parti de la Droite qui avait été au pouvoir quasiment sans interruption dans l'entre-deux-guerres. Il était de plus président de la Chambre des députés et de la Commission politique. Cette dernière avait été créée

le même jour que la Commission de gouvernement, aux termes de la même résolution-loi du 16 mai 1940, et était composée de députés expérimentés, venant de tous les partis représentés au parlement : Eugène Schaus (secrétaire suppléant, Liste démocratique), Aloyse Hentgen (Parti de la Droite), Albert Philippe (Parti de la Droite), Gaston Diderich (Parti radical-libéral), Adolphe Krieps (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois), Jean-Pierre Kohner (Parti ouvrier socialiste luxembourgeois), Léon Müller (Liste démocratique) et Pierre Prüm (Parti des classes moyennes, paysans et ouvriers). Le ministre de l'Instruction publique et de l'Agriculture, Nicolas Margue, seul membre du gouvernement à n'avoir pu se soustraire à l'avance allemande, participait lui

aussi régulièrement aux réunions de cet aréopage. La Commission politique qui, selon les mots de Wehrer devait rester en contact permanent avec la Commission de gouvernement, avait pour tâche première de conseiller cette dernière. Les réunions étaient tenues aux domiciles privés des membres et n'étaient pas consignées par écrit. (...)

Non seulement Wehrer ne s'est jamais opposé aux propositions de Reuter, mais il oeuvra au contraire en leur sens. Si division il y eut au sein des deux commissions, elle se situait plutôt, entre partisans d'une politique de collaboration modérée, avec réforme des institutions dans un sens plus autoritaire, et partisans d'une politique plus radicale d'adaptation à l'ordre nouveau, n'excluant pas l'abolition pure et simple de la monarchie. Les représentants les plus notables de ce dernier groupe étaient Pierre Prüm et Léon Müller.

Non seulement Wehrer ne s'est jamais opposé aux propositions de Reuter, mais il oeuvra au contraire en leur sens.

Le premier avait été une figure politique importante de l'entre-deux-guerres. Président du parti national, cet avocat était parvenu en 1925 à former un gouvernement unissant

Alors que la polémique autour de la collaboration au Luxembourg suit son cours, le woxx publie les bonnes feuilles de « La collaboration au Grand-Duché du Luxembourg durant la Seconde Guerre Mondiale (1940-1945). Adaptation, Accommodation, Assimilation » (Editeur : Peter Lang, ISBN : 978-3-631-63256-7) qui paraîtra avant l'été. Dans une première partie nous avons vu la naissance de la Commission administrative, délaissée par la monarchie et le gouvernement partis en exil à la hâte en laissant le pays dans un état chaotique. Dans ce second extrait, nous voyons comment petit à petit, les autorités restées en place se positionnent dans les différentes commissions appelées à gouverner le pays, quelles stratégies ils développent pour garder le plus de souveraineté possible et quels étaient les personnages qui allaient être plus favorables à collaborer avec les Allemands que d'autres.

Une des conséquences les plus directes de l'invasion allemande : les évacuations de la population - ici dans la ville de Luxembourg. Après cette période de remous, les ressentiments de la population se tassaient petit à petit - commence alors « l'époque sombre » de la collaboration qui n'est pas encore assez étudiée.



PHOTO : ©PHOTOTHÈQUE DE LA VILLE DE LUXEMBOURG_AUTEUR BATTY FISCHER

toutes les forces politiques opposées au Parti de la Droite. S'il n'occupa le poste de ministre d'Etat que durant une année, ces quelques mois furent la seule parenthèse durant laquelle les conservateurs furent rejetés dans l'opposition entre 1919 et 1940. Dans les années 1930 Prüm glissa peu à peu à l'extrême droite de l'échiquier politique luxembourgeois. En 1934, il entra en contact avec des membres du parti national-socialiste. En 1937 il fut élu avec Léon Müller dans la circonscription Centre sur la « liste démocratique ». Il s'était en même temps inscrit dans la circonscription Nord sur la liste du parti des classes moyennes, des paysans et ouvriers.

Alors que Prüm était le rejeton d'une importante famille de notables du nord du pays, Léon Müller était d'extraction modeste. Fils d'un tailleur, élevé dans une famille de 17 enfants, il parvint à faire des études d'instituteur, mais abandonna rapidement l'enseignement pour embrasser la carrière de journaliste. Il travailla pour le Luxemburger Wort jusqu'en 1933 et fonda ensuite son propre journal, le Luxemburger Volksblatt. Dès le premier numéro, il y afficha son admiration pour l'Allemagne nazie. A cette époque, il ne militait toutefois pas pour le rattachement au Troisième Reich mais pour l'établissement d'un Führerstaat luxembourgeois.

En 1934, Léon Müller se lança en politique en fondant le Nationaldemokratische Heimatbewegung (mou-

vement patriotique national-démocrate) et, en 1937, il créa la liste démocratique, rejoint par Pierre Prüm et d'autres dissidents du parti libéral. Aux élections législatives de 1937 cette liste ne se présenta que dans la circonscription Centre, mais y rencontra un succès certain, en recueillant plus de 100.000 voix. En termes de suffrage par candidat individuel, Müller arrivait même en tête. Ce qui semble indiquer que son programme nationaliste et populiste, inspiré des ligues d'extrême droite françaises et du mouvement Rex, avait une assise populaire. Léon Müller était en tout cas suffisamment pris au sérieux pour figurer, avec Pierre Prüm, au nombre des membres de la Commission politique. (...)

« (...) qu'advint-il dès lors de cette neutralité non armée à laquelle votre peuple resté chez lui était non seulement tenue, mais qu'il aurait aussi volontiers respectée ? »

Contrairement aux conservateurs, Léon Müller n'avait pas à s'adapter à la nouvelle donne. Dès le 15 juin, alors que la France était sur le point de s'effondrer, il commença à donner libre cours à sa satisfaction dans les

pages de son Luxemburger Volksblatt. Dans un article intitulé „Auf der falschen Fährte. Nachdenken !“ (« Sur la mauvaise voie. Réfléchir ! »), il commença par rappeler qu'en sept ans d'existence, son journal n'avait pas changé de cap et tenu bon, malgré les nombreux ennemis qu'il s'était faits : « La politique partisane et de classe, auquel nous avons dès le début livré un combat sans merci, va dans l'avenir laisser place à une solide Realpolitik et ainsi permettre à tous les véritables amis du peuple d'agir de manière désintéressée dans l'intérêt du peuple tout entier. Nous laissons des années de durs combats politiques derrière nous et nous n'avons jamais faibli. Ces années sont maintenant finies. Nous le saluons de tout coeur. » Deux jours plus tard, le quotidien qui jusqu'alors paraissait le matin devenait un journal du soir afin d'atteindre un public plus large. (...)

Enfin, le 23 juin paraissait „Dinge, die gesagt werden müssen“ (« Des choses qui doivent être dites »), article dans lequel l'homme qui siégeait au sein de la Commission politique s'en prenait désormais ouvertement au gouvernement en exil : « En effet, le peuple n'avait pas la moindre idée que le gouvernement avait décidé de quitter précipitamment le pays en cas d'invasion et de tout miser sur une seule carte ; il était au contraire communément admis que chacun resterait à son poste et ferait son devoir

quoi qu'il advînt - en tout premier lieu le gouvernement ! »

Une semaine plus tard - peut-être avait-il voulu tâter le terrain avant d'aller plus loin -, il ironisa de nouveau sur la faillite du gouvernement. Il lui fit notamment un reproche qui fait écho à ceux de la Commission administrative, en utilisant néanmoins des formules plus crues : « Comme nous vous connaissons, vos coeurs de ministres ont dû battre d'aise dans vos poitrines, lorsque vous reçûtes le droit de vous adresser au monde sur Radio Paris - lorsque l'on vous autorisa à offrir la jeunesse luxembourgeoise évacuée comme chair à canon à ces messieurs Reynaud et Churchill. Une question si vous le permettez : qu'advint-il dès lors de cette neutralité non armée à laquelle votre peuple resté chez lui était non seulement tenue, mais qu'il aurait aussi volontiers respectée ? » L'article se terminait sur un appel à la jeunesse luxembourgeoise qui, à présent, pouvait songer à jouer son rôle, aussi modeste fût-il, dans le nouvel ordre européen. Un article semblable parut le lendemain, puis silence.

Ses collègues de la Commission politique ainsi que les membres de la Commission administrative demandèrent peut-être à Léon Müller de calmer le jeu. Les tractations visant à convaincre les Allemands de laisser la famille grand-ducale rentrer au Luxembourg venaient de commencer. (...)